Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

61 | 2020

Dans l'intimité de l'exil

Marc CÉSAR, Laure GODINEAU (dir.), *La Commune de 1871 : une relecture*

Sidonie Verhaeghe

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/7376>

DOI : 10.4000/rh19.7376

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 302-305

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Sidonie Verhaeghe, « Marc CÉSAR, Laure GODINEAU (dir.), *La Commune de 1871 : une relecture* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 61 | 2020, mis en ligne le 20 janvier 2021, consulté le 20 août 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/7376> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.7376>

Ce document a été généré automatiquement le 20 août 2021.

Tous droits réservés

Marc CÉSAR, Laure GODINEAU (dir.), *La Commune de 1871 : une relecture*

Sidonie Verhaeghe

RÉFÉRENCE

Marc CÉSAR, Laure GODINEAU (dir.), *La Commune de 1871 : une relecture*, Grane, Créaphis, 2019, 592 p., 27 €.

- 1 Le prochain cent-cinquantième de la Commune de Paris annonce la parution de nombreux ouvrages sur l'événement révolutionnaire. Celui publié en décembre 2019 chez Créaphis fait en cela office de précurseur. Après 1848 et 1851¹, c'est au tour de l'année 1871 d'être passée en revue dans un gros tome de près de 600 pages. Comme la maison d'édition en a l'habitude, il s'agit d'un beau livre, avec des illustrations propres et bien valorisées, une mise en page soignée et travaillée.
- 2 L'ambition de l'ouvrage, comme son titre l'indique, est de proposer une relecture de la Commune de 1871, de mettre à jour des enjeux jusqu'alors négligés, de valoriser des terrains inexploités. Marc César et Laure Godineau affirment en introduction leur volonté de questionner le mythe construit autour de l'événement de plusieurs manières. D'abord, la Commune, ce n'est pas juste le 18 mars 1871 ou la Semaine sanglante, et elle ne surgit pas de rien ni de nulle part : il faut réinscrire ce moment particulier dans une chronologie républicaine et révolutionnaire. Ensuite, la Commune, ce n'est pas seulement à Paris : il faut opérer un élargissement spatial. Enfin, la Commune est plurielle par ses idées, ses pratiques, ses membres, mais aussi ses représentations et ses appropriations : il faut rendre compte de cette hétérogénéité. Pour cela, l'ouvrage compte 34 contributions réparties en quatre parties, une longue introduction des deux coordinateurs et une conclusion transversale de l'historien britannique Robert Tombs. Impossible donc de ne pas trouver de quoi stimuler son intérêt parmi ces propositions parfois inégales mais variées, tant au niveau des objets traités, de la période temporelle ou de l'espace géographique étudiés, des méthodes

analytiques mobilisées. Cependant, comme cela arrive souvent dans les ouvrages collectifs, la cohérence de chacune des parties n'est pas évidente. L'extrême diversité des contributions participe à la difficulté de saisir ce qu'elles partagent, ou de dégager leurs apports théoriques et historiographiques spécifiques.

- 3 La première partie de l'ouvrage, intitulée « Une vision élargie : l'espace et le temps », porte le regard avant 1871 et à côté de Paris. L'objectif est d'abord de déterminer la généalogie et les filiations de la Commune, que ce soit au niveau des idées et des concepts (Michèle Riot-Sarcey sur la souveraineté, Jacques Rougerie sur le mot « commune »), au niveau des représentations (la Poire et le Brigand qui symbolisèrent les divisions de 1871 analysés par F. Erre), au niveau des espaces de sociabilité et des réseaux politiques (le passionnant texte d'A. Schwartz sur le journal *La Marseillaise*), ou encore au niveau des pratiques militantes (l'appel aux volontaires issu de 1848 étudié par J. Vouters). Les auteurs s'intéressent ensuite à ce qui se passe dans les régions, proposant des analyses somme toute assez classiques même si les zones étudiées sont pour certaines novatrices, sur les expériences communardes hors Paris (Lyon par I. Ben Slama, Perpignan et les campagnes du Roussillon par J. Quaretti), sur les différences de perception de l'événement révolutionnaire et sa réception clivée en province (dans le Morbihan par L. Le Gall, dans la province occupée par G. Parisot), ou sur la participation de militants provinciaux à la Commune de Paris (les Aveyronnais par J. Fraysse). On peut regretter que dans certaines contributions les régions ne soient considérées que comme des « relais » de l'expérience parisienne. En cela, l'idée de Commune rurale développée par J. Quaretti est intéressante pour contrer une vision très urbaine des révolutions. Elle témoigne de la présence de militants républicains dans les campagnes et d'un esprit socialiste qui dépasse « la simple manifestation rurale de solidarité envers les communards » (p. 110). Le travail mené par M. Mejiaz sur les frontières parisiennes et les circulations dans la partie suivante aurait également pu trouver sa place ici : on en sait encore trop peu sur les influences qu'ont pu exercer les provinces sur la capitale, par le biais de leurs militants ou de leurs journaux. La première partie se clôt sur deux contributions, l'une consacrée aux réactions des Allemands face à la Commune de Paris (O. Berger), l'autre aux échos de la Commune dans l'Empire Ottoman (B. Onaran).
- 4 La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la Commune de Paris et à ses contradictions. Les contributions se rejoignent dans la volonté de confronter, d'articuler, les idées et les pratiques – y compris à partir des pensées populaires comme le propose L. Godineau avec un travail sur « l'écriture ordinaire » d'un couple d'habitants parisiens. Des pistes stimulantes sont ainsi soulevées pour repenser les idées communardes (mais aussi versaillaises) à travers les pratiques : par exemple, les pillages sur les Champs-Élysées sont analysés comme le révélateur d'une signification communarde de la démocratie (Q. Deluermoz et J. Foa), la création d'une commission scientifique aux armes nouvelles témoigne de la « culture des armes » des communards (E. Fournier). Plusieurs contributions mettent en avant les conditions matérielles de la vie à Paris en 1871 comme explications des pratiques et des idées politiques : le cas du moratoire des loyers étudié par D. Voldman montre bien comment une décision politique peut être à la fois le produit de circonstances politiques particulières et la mise en œuvre d'une « utopie sociale ». Cette histoire sociologique de la Commune se décline sur plusieurs objets : la « minorité » du gouvernement (C. Latta analyse finement les conditions matérielles, sociales, politiques et idéologiques qui conduisent à une scission dans le gouvernement de la Commune et à l'émergence d'une opposition

antiautoritaire au Comité de salut public mis en place par la majorité jacobine et blanquiste), la gendarmerie (B. Doessant), les communards *de terrain* (I. Chadwick propose une typologie des communards à partir de leurs quartiers d'appartenance), ou encore les marginaux et les oubliés de la Commune : Eugène Vermersch (A. Glinoyer et D. Xuereb), Fortuné Henry (G. Langlois), Louis-François Parisel (E. Fournier), auxquels on pourrait ajouter Jules Montels (étudié par M. César dans la troisième partie).

- 5 La troisième partie cherche à éclairer ce qui s'est joué en 1871 à partir de ce qui se passe dans les années et les décennies suivantes. Plusieurs thématiques sont abordées : la politique pénitentiaire (G. J. Sánchez), l'impérialisme (que C. J. Eichner dégage de l'approche éducative de Louise Michel), l'exil (avec Louise Michel ou Jules Montels), les effets de l'expérience communarde sur les trajectoires biographiques et militantes (Emile Henry travaillé par J. Merriman), la diversité des mémoires (dans les chansons pour P. Darriulat), la reformation des socialismes (le cas de Narbonne analysé par R. Pech), la circulation internationale des acteurs et des idées de la Commune. On voit ainsi comment la traduction italienne des *Réfractaires* de Vallès témoigne d'une « Internationale de la bohème » chez F. Benfante, comment la réception des événements de la Commune révèle les représentations allemandes de la France chez D. Mollenhauer, ou encore ce que signifie la mémoire de la Commune dans l'Autriche de l'entre-deux-guerres chez J.-N. Ducange.
- 6 L'ouvrage se termine par une quatrième partie consacrée aux enjeux de l'histoire et de la mémoire de la Commune. Plusieurs pistes sont ouvertes autour de la conservation des archives (O. Krakovitch), de l'historiographie à partir de ses oublis (J. Rougerie) et de l'évolution des problématiques (J. Girault), de la commémoration (G. Gaudin) et de l'histoire des registres mémoriels (J.-L. Robert). On peut regretter que cette partie ne soit pas davantage l'occasion de revenir sur des questions de méthodes, qui sont dispersées dans l'ouvrage mais ne font pas l'objet d'un questionnement spécifique. Les réflexions méthodologiques sont pourtant un enjeu important de l'histoire de la Commune, comme en témoignent l'approche micro-analytique proposée par I. Chadwick ou l'histoire *par le bas* de Q. Deluermoz et J. Foa.
- 7 On a donc dans cet ouvrage des approches classiques qui n'étonneront guère les lecteurs et lectrices familières de la période, mais aussi des propositions plus originales. Un des intérêts de cet ouvrage tient en effet à la place laissée aux idées à travers différentes perspectives : histoire sociale, intellectuelle, culturelle, politique, populaire. La diversité des objets traités et la multiplicité des pistes soulevées témoignent qu'il reste encore beaucoup à faire sur la Commune.

NOTES

1. Jean-Luc Mayaud (dir.), 1848, Grane, Créaphis, 2002 ; Sylvie Aprile, Nathalie Bayon, Laurent Clavier, Louis Hincker, Jean-Luc Mayaud (dir.), 1851. *Comment meurt une République*, Grane, Créaphis, 2004.